**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:** République Centrafricaine et Tchad

**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL : Semestriel**

**ANNEE DE RAPPORT:** 2020

|  |
| --- |
| **Titre du projet:** Projet de restauration de la paix et du dialogue entre les communautés affectées par la transhumance transfrontalière (RCA/Tchad)**Numéro Projet / MPTF Gateway:** [00113269](https://emea01.safelinks.protection.outlook.com/?url=http%3A%2F%2Fmptf.undp.org%2Ffactsheet%2Fproject%2F00113269&data=02%7C01%7CJacqueline.carbajal%40undp.org%7C0c0e185c9d474017539e08d65ab79373%7Cb3e5db5e2944483799f57488ace54319%7C0%7C0%7C636796141828174986&sdata=roWMAXRxygeKR5YxfciscqIXBcodYhvkGWft%2BPZsat8%3D&reserved=0) (Tchad) et [00113333](https://emea01.safelinks.protection.outlook.com/?url=http%3A%2F%2Fmptf.undp.org%2Ffactsheet%2Fproject%2F00113333&data=02%7C01%7Cmarie.guisse%40undp.org%7C086e0bf87c004dc4cdb108d65ee6d1b2%7Cb3e5db5e2944483799f57488ace54319%7C0%7C0%7C636800742777783258&sdata=G1Qw4zSJoEqT5ooifyHPXQhkTHOpOT%2FG7fKmmaiyKc0%3D&reserved=0) (RCA) |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):** [ ]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire:**       | **Type et nom d’agence récipiendaire:** **RUNO: FAO RCA (Agence Coordinatrice)****RUNO: OIM RCA****RUNO FAO TCHAD****RUNO OIM TCHAD** |
| **Date du premier transfert de fonds:** 05/12/2018 (TCHAD) et 10/12/2018 (RCA)**Date de fin de projet:** 31/12/2020 **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre?**  Oui |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**[ ]  Initiative de promotion du genre[ ]  Initiative de promotion de la jeunesse[ ]  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[x]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):** **Agence récipiendaire Budget** FAO RCA $ 750,000OIM RCA $ 750,000FAO TCHAD $ 750,000OIM TCHAD $ 750,000 Total: $ 3,000,000 Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet: 68%\*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\***Budgétisation sensible au genre:**Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: 505,042.59 **USD** Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: **346,295 USD** |
| **Marquer de genre du projet:** 2**Marquer de risque du projet:** 2**Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »): 2.3** |
| **Préparation du rapport:**Rapport préparé par: Bakary CisséRapport approuvé par: RUNOsLe Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Oui |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

**Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères):**

Depuis le démarrage officiel du projet, les activités préparatoires, y compris le recrutement des staffs dédiés, le lancement du projet les 20 et 21 février 2019 en RCA et au Tchad le 27 février 2019, ainsi que la collecte des données préliminaires de la transhumance en RCA, ont été réalisées. L'information et la sensibilisation des autorités nationales et des communautés agropastorales, ainsi que la contractualisation des partenaires d'implémentation, ont également été faites. Au plan technique, l’état global de la mise en œuvre des activités du projet est le suivant :

**Résultat 1 :** **Les stratégies de réponse et de résilience sont renforcées et facilitées par des données fiables de la cartographie de la mobilité pastorale,** à travers des collectes de données sur mobilité pastorale, la cartographie et la matérialisation des activités de transhumance (mapping), le suivi des flux migratoires des populations pastorales (récolte continue des données sur mobilité pastorale), des formations des enquêteurs, des représentants des communautés et des membres de comités opérationnels pastoraux, ont permis de développer des méthodes de collecte de données sur la mobilité pastorale. En outre, la collecte de données des flux de transhumance a aussi permis d’avoir une meilleure compréhension des différents aspects de la transhumance à savoir les flux, les causes de conflits ou des informations sur les éleveurs. Aussi, la mise en place de mécanismes d’alerte précoce et d’un réseau d’informants, relayant les informations pertinentes pour soutenir l’élaboration de stratégies d’atténuation et de médiation des conflits pastoraux, a permis de faire un meilleur suivi des mouvements de transhumance en RCA et à la frontière avec le Tchad assurant ainsi une activité de transhumance sure et ordonnée. Les autorités administratives et sécuritaires se sont appropriées ces données à l’effet de soutenir le développement de plans nationaux sur la gestion intégrée des frontières. Le projet a aussi permis de renforcer les capacités des institutions nationales, y compris les secteurs de la sécurité nationale et de la gestion des frontières et des ministères de l'élevage et de l'agriculture, grâce au partage de connaissances concernant la meilleure gestion des mouvements de transhumance de manière digne, sure et ordonnée, les corridors, les contrôles sanitaires et la promotion d’un dialogue effectif. La mise à disposition de ces documentations et d’informations claires sur la corrélation entre les ressources, les couloirs de transhumance et les points chauds de conflits agropastoraux, a permis de mettre en place un système de gestion des flux de transhumance, capable d’adresser désormais les problèmes transfrontaliers et de gérer pacifiquement les conflits agro-pastoraux.

# ATTITUTES ET PERCEPTIONS DE LA COMMUNAUTE

Un premier résultat qui ressort de l’enquête est qu'environ la moitié des répondants croient qu'il existe des tensions entre leur communauté et un autre groupe. Les groupes armés sont la catégorie la plus nommée, suivis des agriculteurs et éleveurs. Dans l'ensemble, la perception d'une menace généralisée d'un groupe n'apparaît pas.

Tant en termes d'attitudes que de perceptions, un cadre différencié se dessine. Il existe environ un taux de 50% de confiance entre les communautés à Ndélé. Beaucoup seraient alors disponibles pour démarrer une entreprise avec un représentant d'un autre groupe (64% très d’accord ou assez d’accord) ou pour laisser leur fille épouser un représentant d'un autre groupe (63% très d’accord ou assez d’accord). Les mêmes pourcentages de répondants partageraient les repas avec quelqu'un d’une autre communauté / clan /groupe ou déclare que célébrer avec quelqu'un d’une autre communauté / clan /groupe est bien accepté dans sa communauté

**R2 : 2: Les communautés et les acteurs clefs contribuent activement à la prévention et la gestion des conflits liés à la transhumance et les comités de dialogue sont renforcés dans les zones transfrontalières**

Grâce à la mise en œuvre d’un dialogue accru entre les différentes communautés d’agriculteurs sédentaires et d’éleveurs transhumants, en veillant particulièrement sur l’inclusion systématique des jeunes et des femmes dans toutes les activités, à travers (i) le renforcement des capacités des éleveurs transhumants, des agro-éleveurs et leurs associations, ainsi que des comités locaux de gestion des conflits agro-pastoraux qui assurent désormais une meilleure sensibilisation des communautés sur la gestion pacifique des ressources naturelles et le renforcement de leurs capacités (formations techniques, matérielles, juridiques et de gestion des comités : des acteurs locaux, des Champions de la Paix et Peace Mentors, et mise en place de 12 comités de dialogue en médiation communautaire: comités communaux et sous préfectoraux), (ii) l’aménagement d’infrastructures agropastorales (balisage de 80 kms de couloirs de transhumance et sensibilisation des populations riveraines, réalisation de 04 puits pastoraux, 04 aires de stationnement et 01 mares, mise en place d’accords sociaux, négociés et signés, entre les différents usagers des ressources naturelles), (iii) l’amélioration de la santé animale par la sensibilisation des éleveurs et agro éleveurs, l’acquisition et le contrôle des vaccins, la formation et l’équipement des agents communautaires de santé animale (ACSA), et la réalisation de 111 747 vaccinations et 81 747 déparasitages du bétail. Ainsi qu’une dotation de 7 motos en cours pour permettre aux membres des comités de dialogue d’intervenir plus promptement au cas où ils sont sollicités pour aller dans des zones éloignées de leurs résidences.

La mise en œuvre de ces différentes activités ont ainsi permis de développer des mécanismes de gestion des conflits liés à la transhumance, basés sur des informations fiables et stratégiques, mais aussi, de renforcer la résilience des éleveurs et agro-éleveurs, et d’améliorer la perception négative des populations résidentes sur la transhumance, renforçant du coup la cohésion sociale au sein des communautés transfrontalières et des éleveurs transhumants.

Les processus de contractualisation de partenaires, en RCA, pour la réhabilitation et/ou la construction des infrastructures pastorales (puits, aires d’abattage, parcs de vaccination, marché à bétail, etc.), ainsi que la mise en œuvre des activités génératrices de revenu en faveur des jeunes et des femmes, sont en cours de réalisation.

**R3: Le renforcement des capacités et des opportunités pour que les catégories de populations vulnérables, en particulier les jeunes et les femmes, contribue à la paix et à la stabilité**

Grâce à l’élaboration d’un Guide (dont une version poche a également été conçu pour faciliter son utilisation) à l´usage des praticiens sur les modes opératoires standardisés (SOPs) concernant la meilleure gestion des mouvements de transhumance, de manière digne, sure et ordonnée, des corridors, du contrôle sanitaire et de la promotion d’un dialogue effectif et la relance du dialogue entre le Tchad et la RCA sur la thématique de la transhumance à travers : (i) l’organisation de deux (2) réunions de transhumance transfrontalière, (ii) la formation des agents de défense et de sécurité des frontières à la politique de gestion intégrée de sécurité aux frontières (Tchad), l’élaboration d’un document de plaidoyer Tchad-RCA, pour faciliter l’approche intégrée de la gestion et de la sécurisation des corridors de transhumance, le projet a permis à la RCA et au Tchad, de reprendre le dialogue institutionnel et politique au niveau national (local) et transfrontalier sur la problématique des conflits liés à la transhumance. Cette reprise du dialogue institutionnel et politique entre les deux pays s’est matérialisée par la **tenue de la première réunion de la Commission Mixte Centrafrique/Tchad, du 21 au 22 décembre 2019, à N’Djamena au Tchad**.

Par ailleurs, la collaboration avec la Direction de l'Immigration-Emigration (DIE) du Tchad, a facilité l’organisation des formations prévues sur le Système d’Analyse des Données et des Informations Migratoires (MIDAS) au profit des forces de défense et de sécurité et de poursuivre la construction du poste frontière de la Grande Sido.

Néanmois, face à un certain nombre de défis dont le projet était confronté après quinze mois d’intervention, et afin de maximiser l’impact des activités du projet dans le sens de la consolidation des acquis et de la paix, une demande d’extension sans coûts, des activités jusqu’au 30 décembre 2020 a été faite par les récipiendaires, y compris les gouvernements, et accordée par le PBF. Les raisons de cette demande d’extension sont principalement motivées par les retards pris, et qui ont considérablement rallongé les délais d'exécution sur le terrain dans la mise en œuvre du projet, sont ainsi qu’ils suivent :

* La prolongation de la saison pluvieuse, l'impraticabilité des voies d'accès dans les zones du projet en saison pluvieuse (RCA et Tchad), ainsi que (FAO RCA) les qui temps plus longs nécessaires pour les escortes militaires,
* La suspension temporaire de toutes les activités humanitaires avec le partenaire CARITAS Centrafrique de la FAO, avec lequel la FAO avait signé un MoU pour mettre en œuvre une partie des activités du projet et les 4 mois pris pour le remplacement de ce dernier (CARITAS) ;
* L’insécurité créée à Ndélé (préfecture de la Bamingui-Bangoran), en RCA, par les affrontements meurtriers entre factions ethniques du groupe armé (FPRC) occupant cette zone, avec pour conséquence l’arrêt de toutes les activités humanitaires ;
* La situation sanitaire liée à la pandémie du Coronavirus 19 (COVID-19) avec son corollaire de mesures barrières, de confinement et de restriction des mouvements.

Malgré ce démarrage ralenti par diverses contraintes administratives et organisationnelles, les activités du projet ont été exécutées de manière convenable.

**Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):**

Les activités restantes à réaliser au cours des six (6) derniers mois sont les suivantes :

* Réhabiliter des infrastructures pastorales (puits, parcs de vaccination, aires d’abattage, etc.) ;
* Mettre en place des Flow Monitoring Point (FMP) à travers la création d’un réseau d’informateurs capables de relayer des informations clés liées à la transhumance ;
* Vacciner 53 253 têtes de bétail contre la péripneumonie contagieuse bovine (PPCB) et leur déparasitage ;
* Accompagner la radio communautaire de Ndélé à travers des formations sur le journalisme sensible au conflit ;
* Former les bénéficiaires (leaders et influenceurs communautaires) sur la gestion des rumeurs qui entourent la transhumance, l'éducation à la paix et les techniques de transformation des conflits ;
* Soutenir la réinsertion sociale des jeunes et femmes à travers des activités génératrices de revenus (AGR) ;
* Du côté du Tchad, l’OIM envisage continuer les présentations du guide dans différentes locations (à Goré et dans le Mayo Kebbi) (à Goré et dans le Mayo Kebbi) si la situation sanitaire le permet. L’équipe OIM entend également organiser une formation MIDAS à Sido qui a dû être interrompu temporairement suite à l’interdiction de mouvement imposé par le gouvernement dans le contexte de pandémie COVID-19. Par ailleurs des sensibilisations seront organisées avec l’appui de la Délégation Provincial de la Santé et des crieurs publiques au sein de certaines communautés transhumantes et d’éleveurs. Dans le cadre de la remontée de la transhumance vers le nord du pays, l’OIM poursuivra la collecte de données afin de détecter davantage d’information et relever tout incident.

**POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :**

**Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):**

Le résumé des progrès majeurs de consolidation de la paix réalisés dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet est le suivant :

- Une meilleure gestion des flux migratoire et compréhension des dynamiques de transhumance à travers le renforcement du poste frontalier au Tchad, la DTM dans les deux pays qui a permis de développer une cartographie régulièrement mise à jour;

- Le renforcement du dialogue communautaire à travers la mise en place de comités de dialogue sur la transhumance (sous-préfectures). Exemple: le sous-préfet de Kabo a été le

 Médiateur entre les éleveurs et les transhumants permettant de délimiter les zones de

 pâturages et d'agriculture sans violences ;

- La formation des Champions de la paix et des Comités locaux de paix dans la Bamingui-Bangoran (Ndélé), ainsi que des représentants des structures locales de paix (Total de 49 personnes dont 32 hommes et 17 femmes) ;

- La relance et le renforcement du dialogue institutionnel entre la RCA et le Tchad: la première réunion sur la transhumance entre les deux pays s’est tenue en décembre 2019 à Ndjamena (la dernière réunion de cette nature date de 2012). Une réunion de transhumance s’est tenue au niveau local (frontalier) a Maro en Mars 2020 et a vu la participation des délégations centrafricaine et Tchadienne. De plus, une stratégie de plaidoyer conjointe a été développée afin de pérenniser les acquis de cette initiative. Durant la préparation de cette réunion, les contacts directs entre les ministères de l'élevage et des affaires étrangères des deux pays ont repris et cela a été notamment concrétisé par la communication officielle du Ministère des Affaires Etrangères du Tchad à celui de la RCA de la relance de la Commission Mixte Tchado-Centrafricaine (octobre 2019).

**En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (limite de 2000 caractères):**

Les activités de cartographie et de formations ont permis la formation d'enquêteurs issus de la communauté, de leaders communautaires, d'autorités locales et de membres de CMOP sur des sujets extrêmement sensibles liés aux VBG, gestion de conflits, droit de l'homme. Ce sont des thématiques qui ont été fortement appréciées et qui y contribueront directement.

En Centrafrique, la sensibilisation et la conscientisation des éleveurs par les autorités locales a permis de securiser les cultures vivrières dans la zone du projet. Ce qui donne l'espoir que les agriculteurs récolteront leurs produits pour contribuer à renforcer la sécurité alimentaire des ménages agricoles. En effet, depuis le début de crise jusqu'en 2018, les cultures étaient rares voire inexistantes à cause de la destruction du au passage du bétail. Le démarrage des activités de ce projet a permis d'outiller les autorités afin de mieux sensibiliser la population. C'est ainsi qu’un règlement à l'amiable a été signalé à Ndele entre les commerçants à bétail et les propriétaires des parcelles cultivées (champs) avec la présence de la population aux alentours du marché à bétail.

**Témoignage d’un éleveur (Ndélé, RCA) :**

« Notre problème n’est pas enraciné dans le conflit avec les paysans. Les taxes illégales et abusives des groupes armés, les vols des bœufs, les brimades, le manque de pâtures et des endroits de survie de nos troupeaux nous amènent à nous retrouver avec les cultivateurs aux mêmes endroits. A cela s'ajoute le racisme, la stigmatisation, la marginalisation, la jalousie, la convoitise et la mauvaise foi des paysans qui attaquent nos bétails. Les paysans et nous sommes ennemis et nous avons pensé les affronter pour la protection de nos bœufs. Mais aujourd’hui, cette ONG nous a formé à collaborer ensemble pour faire face à ce qui crée la division entre nous. Nous avons maintenant compris que ce n’est pas une solution de rester en conflit, et de mettre notre vie en danger. Alors, il nous faut du temps, avec votre soutien, pour que cette sensibilisation qui a commencé puisse toucher tous nos frères qui sont loin dans le foret, afin que cette paix revienne ». **Aba Moural, représentant des éleveurs**.

La tenue de cette première réunion de reprise de la Commission Mixte Centrafrique/Tchad a été l’occasion, pour les deux chefs de délégation, d’émettre le vœu que les conclusions des travaux de cette 14ème session de la Grande Commission Mixte servent de levier pour la redynamisation des relations de coopération entre le Tchad et la Centrafrique, qui s’est déroulée dans une atmosphère empreinte de fraternité, d’amitié et de cordialité.

Le réseau d’informateurs établi dans le cadre du projet a permis de renouer les liens entre les différentes communautés concernées par la transhumance. Ce réseau est constitué de leaders ou sentinelles qui jouent le rôle d’intermédiaire entre la population transhumante et la population autochtone, et qui participent à la résolution des conflits agriculteurs-éleveurs. Les membres du réseau sont les points focaux dans les quatre (04) localités (Danamadji, Djeke-Djeke, Maro et Sido) de la Grande-Sido. Les leaders rapportent également à l’OIM les informations en cas de conflits, les catastrophes naturelles ou encore des mouvements inattendus pouvant occasionner des conflits qui sont par la suite présentés sur la cartographie. Les informations sont également partagées avec les autorités locales (gouvernorat et les sous sous-préfectures de préfets de Danamadji, de Djeke-djeke) et les différents partenaires, notamment la Délégation Provinciale de l’Elevage et la FAO.

Le rôle d’intermédiaire de ces leaders dans la résolution de conflits a permis d’établir une confiance qui s’est installée entre les transhumants étrangers et les agriculteurs, la baisse du taux de conflits et règlement à l’amiable des tensions localement, une gestion ordonnée des frontières et leur sécurisation permettant une transhumance sûre.Il faut noter une perception de baisse de conflits par les sentinelles et les représentants des éleveurs et celui des agriculteurs et autorités locales comparativement aux années précédentes grâce à la prise de contact régulière établie dans le cadre de ce projet.

La formation (janvier 2020) à laquelle ont pris part les représentants des éleveurs et agriculteurs, la COPAFIB et les autorités locales aussi bien celle de la police et de la douane sur l’utilisation du guide dispensé par l’IOIM a aussi contribuée à ce changement.

Pendant les formations et réunions organisées par l’OIM auxquelles prennent part les représentants des éleveurs et ceux des agriculteurs avec notamment la présence des autorités locales ; les ; les représentants sont encouragés à sensibiliser la population des éleveurs et celle des agriculteurs sur l’importance de la cohabitation pacifique. Ces rassemblements sont également l’occasion de promouvoir les discussions entre les autorités locales, les communautés d’agriculteurs et d’éleveurs et les forces de sécurité afin d’aborder les préoccupations des parties concernées. Les autorités locales gèrent en premier lieu les préoccupations de communautés locales, l’OIM ne vient qu’en appui aux autorités. Les autorités locales étaient toujours présentes aux différentes formations et réunions organisées par l’OIM ; Les autorités locales gèrent en premier lieu les préoccupations de communautés locales, l’OIM ne vient qu’en appui aux autorités. Les autorités locales étaient toujours présentes aux différentes formations et réunions organisées par l’OIM.

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1: Les stratégies de réponse et de résilience sont renforcées et facilitées par des données fiables de la cartographie de la mobilité pastorale.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:*On track*

**Résumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

RCA: En plus des activités de sensibilisation sur la cohésion sociale et sur les violences basées sur le genre dans le cadre du projet, l’OIM fourni des données fiables sur la mobilité pastorale à travers la DTM. L’un des principaux objectifs de la DTM, dans le cadre de ce projet, est de parvenir à relancer les discussions sur l’officialisation des couloirs de transhumance et la promotion de bonnes pratiques de régulation du cycle de transhumance, tout en réduisant les incidents inhérents. Sur les trois étapes qui constituent la mise en œuvre de la DTM, l’OIM a réalisé la première étape. Elle a consisté à faire: (I) une revue documentaire des données existantes ; (ii) ensuite une cartographie participative avec les principaux acteurs de la transhumance des zones ciblées ; (iii) le relevé de points GPS et (iv) l’animation de groupes de discussion sur la transhumance. Ainsi, 129 groupes de discussion, constitués de 59% d’hommes et 41% de femmes, ont été animés afin de recueillir les avis des communautés résidentes sur le processus de transhumance à travers leur localité. Il est également ressorti qu’environ la moitié des éleveurs transhumants sont des centrafricains, un tiers des tchadiens et environ 10% des soudanais. Au total, 133 localités dans les préfectures de la Nana-Gribizi, du Bamingui-Bangoran et de l’Ouham ont été prises en compte, couvrant ainsi toutes les zones du projet. Notons que le processus de collecte des données, par la DTM est toujours en cours de mise en œuvre et permettra d’établir une cartographique des couloirs de transhumance.

Tchad:La collecte de donnée avec la Confédération des Organisations Professionnelles des Pasteurs et Acteurs de la Filière Bétail au Tchad (COPAFIB) a suivi son cours et a permis la réalisation de 2 nouvelles cartographies des mouvements de transhumance (Annexe 1, 2 et 3) avec l’appui du mécanisme de système établi dans le cadre du projet. Le mécanisme d’alerte est constitué de leaders et de l’équipe de supervision OIM de Sarh. Les leaders informent l’équipe de l’OIM d’un conflit ou mouvement inattendu et susceptible de causer des conflits dans les quarante-huit (48) heures qui suivent. Ceci leur permet de rédiger des rapports d’alerte. Les sentinelles notifient notamment aux communautés les cas de mouvement des personnes, les estimations de nombre des personnes déplacées, la zone d’accueil ainsi que les pertes en vies humaines et matériels. Elles sont instruites lors des formations de rapporter aussi les cas de catastrophes naturelles pouvant entraver les activités pastorales dans la zone.

Tous les leaders et collecteurs de la COPAFIB ont été formés par l’IOM sur la méthodologie et les outils de collecte de données dont certains qui ont d’ailleurs pris part à la présentation du guide pour également participer la gestion ordonnée de la transhumance (janvier 2020).

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Le projet a accordé une importance particulière à l’approche de genre dans la mise en œuvre de ce projet. A cet effet, des efforts conséquents ont été faits pour repérer et impliquer systématiquement les femmes ou leurs organisations et les jeunes dans plusieurs activités, notamment les activités de sensibilisations, de collecte de données et réseaux d’informant et de suivi des flux migratoires, ainsi que du système de gestion des frontières). Dans la mesure du possible, au moins 30% de femmes (bénéficiaires) étaient systématiquement inclus dans ces activités.

L’analyse du contexte sensible au genre a permis aux équipes du projet de : (i) faire un état des lieux et/ou un constat, dans les zones de mise en œuvre (communes, villages, campements, etc.) des différences entre hommes et femmes sur le plan des activités, des besoins spécifiques de femmes et jeunes, des contraintes, de l'accès et du contrôle des ressources et de la prise de décision ; (ii) d’analyser les causes probables de ces phénomènes; (iii) d’identifier les acteurs impliqués, leurs comportements, leurs besoins ou intérêts, les stratégies qu’ils utilisent et leurs relations ; et finalement (iv) d’impliquer tous les acteurs concernés, notamment les femmes et jeunes, dans l’analyse des problèmes identifiés et la recherche de solutions. Ce qui a favorisé l’implication et la participation de tous aux différentes activités du projet et de garantir l’égalité entre les sexes.

Pour ce faire, le projet, à travers la DTM, a adopté une approche inclusive et participative déclinée de la manière suivante :

* Une phase initiale de revue documentaire qui a porté sur la révision des données secondaires existantes auprès de différents acteurs dans le pays.
* Un processus de cartographie participative qui a regroupé les différents acteurs clés impliqués dans la gestion de la transhumance, à effet d’échanger sur les différentes données tirées de la phase initiale, afin de compléter ces dernières avec les différentes nuances existantes sur le terrain.
* Des groupes de discussion sur la transhumance, organisés auprès des différents groupes représentés le long des couloirs de transhumance ciblés par le projet. Les groupes ciblés par localité sont : (i) les femmes de la communauté hôte, (ii) les autorités locales et les représentants de la communauté, (iii) les personnes déplacées par le phénomène de la transhumance et (iv) les groupes de transhumants.

L’utilisation de toutes ces méthodes pour recueillir différents points de vue des populations, répondait au principe de triangulation, qui permet de garantir des résultats aussi complets et exacts que possible en vérifiant les informations par recoupement, en confrontant les points de vue, en ne se contentant pas d’une vision partielle de la situation. Cette triangulation s’est appliquée aussi bien aux méthodes utilisées qu’aux acteurs concernés dans le cadre de l’analyse du contexte.

**Résultat 2: Les communautés et les acteurs clefs contribuent activement à la prévention et la gestion des conflits liés à la transhumance et les comités de dialogue sont renforcée.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:*Off track*

**Résumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

En RCA: Suite au partenariat signé avec la FAO pour la mise en œuvre d’activités de sensibilisation et de cohésion sociale, l'ONG Search for Common Ground a procédé à la formation des **Champions de la Paix, des structures locales de paix et des autorités locales en l’Approche "Common Ground"** des communautés touchées par les conflits liés à la transhumance dans la Préfecture du Bamingui-Bangoran (**de Ndélé)**. Ainsi, 26 personnes ressources très influentes positivement dans leurs communautés respectives, identifiées et appelées « champions de la paix », ont ensuite bénéficié du renforcement de leurs capacités. Ces personnes appuieront la mise en œuvre des activités de sensibilisation et d’actions communautaires de consolidation de la paix et de la cohésion sociale par la voie du dialogue entre les communautés.

Afin de renforcer les mécanismes de dialogue communautaire et de la consolidation de la paix dans les zones transfrontalières de la RCA et du Tchad, la FAO, à travers son partenaire d’exécution Search for Common Ground, a organisé un atelier d’élaboration d’un Plan d’Action Communautaire pour les Structures Locales de Paix à Ndélé et ses environs. Ce plan consiste à mettre à la disposition des comités de paix et de gestion de la transhumance, des dirigeants locaux et des représentants du gouvernement, les moyens de faire face au risque immédiat de violence dans leurs zones. Ainsi, 57 participants, regroupant des représentants d’autorités locales, des conducteurs de taxi moto, des commerçants, des délégués d’éleveurs et d’agriculteurs, des leaders religieux et des membres des comités locaux de paix, ont été formés. Au sortir de cet atelier, plusieurs participants ont partagé leur expérience ainsi que leur ressenti face à certaines situations de conflits, entre éleveurs et agriculteurs. Plusieurs recommandations ont été faites au "Peacebuilduing fund" ainsi qu’à la FAO, notamment d'impliquer les groupes armés aux activités, car c’est d’eux que viennent les problèmes de transhumance du fait des taxes infligées abusivement aux éleveurs, afin de pérenniser les initiatives du projet transhumance transfrontalière RCA/Tchad.

Pour la santé, 100 000 doses de vaccin contre la PPCB et 50 000 comprimés de déparasitant, accompagnés de matériels de vaccination sont acquis et acheminés dans la zone du projet. La campagne de vaccination contre la PPCB et le déparasitage sont en cours avec une forte mobilisation des éleveurs grâce à la sensibilisation de la FNEC et à l'implication des autorités. A ce jour, la FAO a réalisé la sensibilisation des éleveurs, des vaccinateurs, des leaders communautaires et des comités locaux de dialogue sur la lutte contre la propagation du COVID-19 dans les zones de Kaga-Bandoro, Batangafo et Kabo, du 24 avril au 04 mai 2020. L’objectif de cette action étant de prendre des dispositions idoines afin d’éviter la contamination des acteurs de la transhumance, à travers l’adoption des mesures barrières contre cette pandémie. Les séances de sensibilisation ont porté sur l’historique de l’apparition de la COVID-19, les modes de transmission, les symptômes, la virulence et les mesures barrières en vigueur contre sa propagation. Ces activités de sensibilisation ont bénéficié de la collaboration du Médecin-Chef du district sanitaire de Batangafo-Kabo, de OCHA, de la MINUSCA (Affaires Civiles et Forces) présents dans la zone. Au total, 71 personnes ont été sensibilisées en cinq (5) séances. Les vaccinateurs ont été dotés de gants et masques médicaux, à utiliser pendant les opérations de vaccination. Des kits de vaccination et de déparasitage, composés de 65 000 doses de vaccin PPCB, 35 000 déparasitant, 10 seringues, 120 aiguilles, 04 glacières et 18 Ice-Box, ont été remis aux agents vaccinateurs. Le projet a également organisé des ateliers de renforcement des capacités (formations) des comités locaux des sous-préfectures de Batangafo et Kabo. Chaque atelier de formation a regroupé 15 participants composés d’éleveurs, d’agriculteurs, de leaders communautaires et des autorités locales. Ces ateliers de formation ont été animés par l’ONG partenaire VERCA, l’ANDE, l’ACDA, la MINUSCA affaires et la FAO. Les processus de contractualisation pour la réhabilitation et la construction des infrastructures pastorales sont en cours. Il en est de même pour la mise en œuvre des activités génératrices de revenus en faveur des jeunes et des femmes.

Au Tchad, la FAO et le Ministère de l’Elevage et des Productions Animales, ont organisé une campagne de vaccination et de déparasitage des animaux dans le département de la Grande Sido, à Maro. Plusieurs acteurs ont été impliqués à savoir le Délégué Provincial de l’Elevage du Moyen Chari représenté par le chef de Secteur de l’Elevage de la Grande Sido, les chefs de Postes Vétérinaires de Maro et Sido, les agents vaccinateurs des deux villes, ainsi que les présidents ou leaders des éleveurs de Maro et Sido. Cette opération a été menée à travers la mobilisation de quatre équipes de vaccination, avec l’appui d’une clinique vétérinaire mobile. Ainsi, 46 747 bovins ont été vaccinés contre la péripneumonie contagieuse bovine (PPCB) et déparasités à l’Albendazole. La campagne se poursuit afin d’atteindre l’objectif des 100 000 têtes de bétail à vacciner et déparasiter. Une opération de balisage provisoire des axes des couloirs de transhumance identifiés dans le département de la Grande Sido a également été organisée par la FAO, en collaboration avec le Ministère de l’Elevage et des Productions Animales, représenté par la Direction Générale (DOPESSP). Cette opération fait suite à une précédente mission qui avait permis de définir et de valider, avec tous les acteurs de la transhumance de cette région, le balisage de 100 Km d’axes des couloirs de transhumance, quatre aires de stationnement, le surcreusement de deux mares et la construction de trois puits pastoraux dans la grande Sido. Elle a ensuite permis de définir les méthodes et outils de balisage des couloirs de transhumance et la liste des tronçons confirmés et validés. Enfin, la dernière étape a consisté à faire le balisage provisoire des tronçons à l’aide d’une peinture rouge sur les arbres, rochers etc. qui ont été géo-référencés et répertoriés en vue d’une cartographie ultérieure. Ce sont au total 80 kms de tronçons qui ont été balisés provisoirement sur trois axes à savoir : 32 Km sur l’axe Mornadja – Moulbadia – Maïtiro – Bedjo - Mare Boutal marfaïne ; 21 Km sur l’axe Berakana - Kalgoua et Maïkassa - Ferrick Oumar Issa - Mare BoutalMarfayine et 27 Km sur l’axe Manviélé - Mare bouta talata - Kawnodjo - Dandara – fleuve Gourourou. La durée de la mission n’a pas permis d’atteindre l’objectif des 100 Km de tronçons initialement prévus.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Comme dans le cas du résultat 1, des efforts conséquents ont également été faits pour repérer et impliquer systématiquement les femmes ou leurs organisations et les jeunes dans toutes les activités, notamment les activités de sensibilisations, de cohésion sociale et de dialogue intercommunautaire (composition des comités locaux de gestion des conflits et gestion des ressources naturelles, choix des Champions de la Paix, etc.), de formations et renforcement de capacités et activités génératrices de revenus (AGR). C’est ainsi qu’au moins 30% de femmes (bénéficiaires) étaient systématiquement inclus dans les comités de dialogue et les AGR, les formations, les vaccinations et déparasitage du bétail, etc. Ce taux minimum d’inclusion des femmes dans les activités a parfois été plus élevé comme dans le cas de la formation des champions de la paix à Ndélé où le taux était de 60% de femmes.

A cet effet, pour prendre l’exemple du partenaire Search For Common Ground à Ndélé, des études et des évaluations préalables des besoins pour collecter les données, ont été menées.

Ces études ont permis d’identifier les personnes ressources et très influentes positivement dans leurs communautés respectives, ayant la capacité d’appuyer la mise en œuvre des activités de sensibilisation et d’actions communautaires de consolidation de la paix et de cohésion sociale par la voie du dialogue entre les communautés (qui sont appelées Champions de la paix). De même, les structures locales de paix, les leaders communautaires et religieux, les autres acteurs locaux et les autorités locales administratives et étatiques, ont été aussi identifiés pour leur implication et leur contribution pour la même cause.

Les méthodes utilisées pour recueillir les données sont les suivantes : (i) une enquête ménages au sein de la communauté ; (ii) des sondages auprès d’autres personnes ressources de la communauté ; (iii) une consultation individuelle auprès des personnes pré-identifiées pour apprécier leur disponibilité à faire partie de l’équipe des Champions de la paix (Peace mentors) ; (iv) la mise en place d’un réseau de Champions de la paix à Ndele ; (v) consulter les autorités locales et (vi) rencontrer les responsables des structures locales de paix et les acteurs locaux œuvrant dans le domaine de la cohésion sociale.

Outils utilisés : enquêtes, entretiens/focus groupes de discussions, à travers une approche mixte associant les méthodes qualitatives et quantitatives de collecte de données, et regroupant des femmes et des jeunes, des chefs religieux, des chefs traditionnels, les autorités locales et d’autres personnes ressources.

Au cours des réunions de sensibilisation des autorités administratives et coutumières, le genre a occupé une bonne partie des discussions. L'autonomisation des filles et des femmes à travers leur implication dans les activités pour contribuer à renforcer leur accès aux moyens d'existence a été relevé au cours de ces réunions. On note que le critère genre a été pris en compte dans la composition des comités cantonaux de paix. Selon le Secrétaire Général du Département de la Grande Sido, M. Bienvenue Simadjingar, globalement, 1Il avait aussi été question de l'implication des femmes dans les structures de dialogue intercommunautaire qui sera un vecteur de renforcement de la paix et de la cohésion sociale, a dit le Préfet du Département de la Grande Sido en prélude à la mission d'information sur le projet à Maro, mission conduite par la FAO Tchad. Au total, 17 personnes avaient pris part à cette réunion de sensibilisation dont 5 femmes et 12 hommes. Lors des formations il a été assuré une représentativité du groupe des femmes et dans le cadre de l'élaboration des questionnaires de collecte d'informations sur le passage des transhumants il a été élaboré un questionnaire spécifique pour les femmes afin de collecter leur propre opinion du phénomène migratoire dans le cadre de focus group dédié. La dynamique de genre est en effet prise en compte dans le cadre du résultat 1 au vu de l'impact spécifique de la transhumance auprès des femmes (incidents de protection, économiques...)

**Résultat 3: La gestion des frontières est améliorée et le dialogue autour de la transhumance entre les deux pays appuyés.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:*On track with peacebuilding results*

**Résumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

**En RCA** : Une collecte de données a été effectuée entre le 1er Janvier et le 15 Février 2020 par l’Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) à travers la Matrice de suivi des déplacements (DTM- en Anglais), à la suite d’un travail de cartographie participative appuyé sur le terrain par la Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains (FNEC) et l’Agence Nationale de Développement et d’Elevage (ANDE). Cette étude rassemble des informations utiles dans la compréhension du processus de transhumance et son impact sur les communautés le long de ces couloirs. Les principaux résultats se présentent comme suit:

La présence d’éleveurs transhumants, affecte la perception de la situation sécuritaire, surtout à cause de la présence visible de certains éleveurs armés. Cette situation provoque une peur qui limite la liberté de mouvement des populations locales, avec un impact particulièrement négatif sur les populations déplacées internes. Les ressources et les services étant les principaux centres de conflit entre les populations locales et les éleveurs, ou entre différents groupes d’éleveurs voulant préserver l’exclusivité sur les zones de pâturage, il est crucial de déployer les mécanismes de sécurisation des couloirs de transhumance identifiés par le projet. L’absence de sécurité et de mécanisme de gestion de conflit opérationnel dans plusieurs localités, l’absence de mécanisme de plainte centralisée et d’organe spécialisé dans le suivi effectif de leur résolution, ainsi que le manque d’organisation communautaire locale pour baliser et orienter les groupes de transhumants, sont autant de problèmes relevés et nécessitant des actions concrètes.

Dans la majorité des groupes de discussion menés, il a aussi été indiqué qu’un nombre de personnalités traditionnellement associées à la gestion de la vie des communautés voient, soit leur pouvoir de prise de décision réduit, soit subissent l’ingérence des groupes armés. Celle-ci parait être devenue une réalité commune pour certaines localités, rappelant la nécessité de renforcer l’appui à la présence institutionnelle étatique, et le besoin d’accompagnement des acteurs externes potentiels dans la consolidation d’un mécanisme fonctionnel de régulation de la transhumance. Alors que les PDI affirment participer au sein d’instances locales de gestion de conflit, les transhumants en revanche affirment ne pas être associés à la prise de décision en cas de litige, ce qui crée un sentiment d’illégalité et de frustration conduisant à des tensions.

Encourager le balisage des couloirs de transhumance, accentuer la communication sur l’existence de ces couloirs, et encourager, si possible, les négociations locales pour un retour aux mécanismes de rotation entre zones de cultures et de pâturage, seraient bénéfiques aussi bien pour les transhumants que pour les communautés agricoles qui pourraient ainsi bénéficier de de compost. Aussi, la mise en valeur de cette complémentarité agriculture-élevage renforceraient la cohésion sociale et la cohabitation pacifique, et réduirait les hostilités.

**Au Tchad:** Du 09 au 13 décembre 2019, une formation auprès de la police sur le Système d’Analyse des Données et des Informations Migratoires (MIDAS) dans le cadre de l’appui du renforcement de capacité de gestion de frontières. Elle avait pour objectif d’amener les participants à comprendre le système MIDAS et d’utiliser le système (apprentissage et entrainement). Au total 24 fonctionnaires de la Police de la Direction de l’Immigration et Emigration ont assisté à la formation : soit 4 femmes (17%) et 20 hommes (83%) (Voir Annexe 4).

Du 06 au 07 février 2020, une deuxième formation plus avancée des superviseurs sur le MIDAS a eu lieu à N’Djamena afin d’augmenter leur capacité à partager leur connaissance sur le MIDAS a un plus grand nombre de collègues et renforcer l’appropriation du gouvernement. 5 participants de la Direction de l’Immigration et de l’Emigration (DIE) ont assisté à la formation dont 1 femme et 4 hommes (Annexe 5).

Une formation sur le MIDAS (15, 17 et 19 février 2020) s’est tenue à Maro (30 min du poste frontière de Sido) avec comme participants 10 agents de la DIE et d’autres départements de la Police de Maro et Sarh (10 hommes) (Annexe 6). Cette formation a été organisé pour faciliter l’usage du MIDAS auprès des agents du système frontière qui seront potentiellement déployés dans le nouveau poste frontière de Sido construit dans le cadre de ce projet PBF. La construction du poste a d’ailleurs pris et l’installation des différents équipements dès lors que l'interdiction des entrées et sorties dans la ville de N'Djamena sera levée.

Une formation a été organisée sous le lead de la DIE (03 au 17 janvier 2020) à Sarh et Maro au profit des agents de police, les Chefs traditionnels, les autorités locales, les Organisations de la Société Civile sur le Guide à l´usage des praticiens sur la gestion sûre et ordonnée des flux de transhumances et les échanges d’information élaboré dans le cadre de ce projet. Ces sessions avaient pour objectif d’expliquer le processus d’élaboration du guide aux participants et de les former sur le contenu du Guide pratique et promouvoir la discussion en groupe sur les différents sujets traités étant donné que la gestion sure des flux de transhumance est la priorité de tous et pas seulement des forces de sécurité. Au total 100 personnes ont bénéficié à cette session de formation dont 50 à Sarh et 50 à Maro.

Il faut souligner que le guide et sa version poche ont été validé par les parties prenantes ainsi que le Bureau Régional de l’OIM. Il sera traduit en arabe pour être mis à la disposition des praticiens ainsi que des partenaires (Annexe 7 et 8).

Une première réunion de transhumance transfrontalière entre la RCA et le Tchad a eu lieu à Ndjamena du 04 au 06 décembre 2019. Cette réunion a été organisée par le Gouvernement de la République du Tchad en collaboration avec l’Organisation des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture (FAO), l’Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et le Gouvernement de la République Centrafricaine. **La rencontre a réuni une soixantaine (60) de participants** dont Mme la Conseillère du Président de la République du Tchad en charge de l’élevage, les experts de la République Centrafricaine et ceux du Tchad, les représentants de la société civile (FNEC, AFPAT, CONFIFET, FNBTT, CONFENET, AEN, KAWTAL, COPAFIB-Tchad) et les PTF (PBSO-Tchad, MINUSCA, Centre de Dialogue Humanitaire, UNESCO, CEBEVIRHA, UNOCA, CBLT), les représentants de la Plateforme Pastorale du Tchad (PPT), la CEEAC, le projet PASTOR, les association HCACT-Tchad et SP/CONACILSS. L’objectif global de la réunion était de renforcer le dialogue interinstitutionnel et la communication politique entre le Tchad et la RCA sur les enjeux de la transhumance, afin de parvenir à développer les mécanismes de communication institutionnelle et de gestion frontalière de la transhumance transfrontalière.

A l’issue des travaux, les résultats suivants ont été dégagés : la nécessité de rétablir la concertation entre la RCA et le Tchad ; la nécessité de mettre en œuvre une réglementation ayant pour but de prévenir les conflits relatifs à la transhumance ; l’importance d’une concertation entre les différents acteurs et les différents pays ; l’aménagement des parcours pastoraux ; la sensibilisation et la formation au plan civique des acteurs de la transhumance ; le renforcement des capacités des autorités administratives locales ; prévenir et de répondre aux problèmes sécuritaires relatifs à la transhumance ; associer pleinement les communautés concernées à toutes initiatives autour des enjeux sécuritaires relatives à la transhumance et intégrer la dimension genre, le changement climatique et la gestion durable des ressources naturelles, ainsi que le renforcement de la coopération bilatérale, régionale et inter-régionale ; l’harmonisation des textes juridiques portant sur la gestion des ressources naturelles et les conflits liés à la transhumance ; La tenue des réunions annuelles sur la transhumance ; le redéploiement des services vétérinaires aux frontières ; le renforcement de la capacité des acteurs de terrain dans la gestion concertée de la transhumance, sécurisation de la mobilité pastorale ; le partage d’informations et une bonne coordination des interventions sur le terrain.

Une seconde réunion de transhumance transfrontalière entre la RCA et le Tchad, qui a réuni des acteurs de mise en œuvre du Projet sur le Thème « ***Renforcement du dialogue interinstitutionnel au niveau local entre le Tchad et la RCA pour développer les mécanismes de communication et de gestion de la transhumance transfrontalière***», s’est tenue du 17 au 19 Mars 2020 à Maro, au Tchad. Cette réunion a été organisée par le Ministère de l’Elevage et des Productions Animales de la République du Tchad en collaboration avec l’Organisation des Nations Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture (FAO) du Tchad et de la RCA. La rencontre **a réuni une cinquantaine de participants** : les experts de la République Centrafricaine et ceux du Tchad, les autorités administratives et traditionnelles locales, les éleveurs, les agriculteurs et les représentants des ONG.

A l’issue de ces deux réunions, des recommandations fortes ont été adoptées: Réactiver l’accord bilatéral sur les mouvements du bétail entre le Tchad et la RCA ; Reprendre les rencontres de la Commission mixte RCA/Tchad en mettant un accent particulier sur la Transhumance Transfrontalière ; Favoriser la régulation de la Transhumance Transfrontalière  conjointe et inclusive au niveau national et local ; Prendre en compte le rôle et la responsabilité des femmes dans chaque mécanisme de gestion de la Transhumance Transfrontalière  ; Mettre en place un mécanisme conjoint de lutte contre l’impunité liée aux crimes et aux violences ; Créer une force mixte de patrouille transfrontalière ; Actualiser, harmoniser les textes réglementaires et législatifs sur la transhumance transfrontalière ; Renforcer les infrastructures agropastorales (vaccination de bétails, hydraulique pastorale, etc.) ; Promouvoir l’accès aux services sociaux de base (éducation, santé, etc.) pour les populations transhumantes ; Favoriser une gestion conjointe et concertée locale notamment par l’établissement de Chartes locales transfrontalières ; Développer un mécanisme d’identification du bétail ; Créer un Observatoire de la transhumance en Afrique Centrale pour collecter, diffuser les informations et développer des recherches scientifiques sur les systèmes agropastoraux en Afrique Centrale.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Idem que pour le résultat 2.

**Résultat 4: N/A**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)Le suivi se fait régulièrement par l'équipe du projet. Un planning des activités a été élaboré pour faciliter l'exécution des activités. Des missions de terrain régulières en RCA et au Tchad ont déjà eu lieu. Les rapports de suivi sont en annexe.  | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence? OuiLe projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires? Oui |
| **Evaluation:** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? Non | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): 50,000 USDSi le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*: Un des points d’action identifiés au cours de la dernière réunion de coordination est de commencer à préparer, dès à présent, le plan de l’évaluation externe indépendante. Par ailleurs, chaque agence a également un budget relatif au suivi régulier des activités sur terrain. |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donnateur: Montant ($):                                  |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) | L'implication et la responsabilisation des comités locaux de dialogue dans la sensibilisation et la gestion des conflits éleveurs-agriculteurs a conduit à la mise en place de comités préfectoraux de transhumance qui ont permis une baisse des tensions dans certaines localités. Ils constituent aussi un gage de pérennisation des actions de consolidation de la paix. Au cours des réunions de sensibilisation des autorités administratives et coutumières, le genre a occupé une bonne partie des discussions. L'autonomisation des filles et des femmes à travers leur implication dans les activités pour contribuer à renforcer leur accès aux moyens d'existence a été relevé au cours de ces réunions. On note que le critère genre a été pris en compte dans la composition des comités cantonaux de paix. Selon le Secrétaire Général du Département de la Grande Sido, M. Bienvenue Simadjingar, globalement, 1Il avait aussi été question de l'implication des femmes dans les structures de dialogue intercommunautaire qui sera un vecteur de renforcement de la paix et de la cohésion sociale, a dit le Préfet du Département de la Grande Sido en prélude à la mission d'information sur le projet à Maro, mission conduite par la FAO Tchad. Au total, 17 personnes avaient pris part à cette réunion de sensibilisation dont 5 femmes et 12 hommes. Lors des formations il a été assuré une représentativité du groupe des femmes et dans le cadre de l'élaboration des questionnaires de collecte d'informations sur le passage des transhumants il a été élaboré un questionnaire spécifique pour les femmes afin de collecter leur propre opinion du phénomène migratoire dans le cadre de focus group dédié. La dynamique de genre est en effet prise en compte dans le cadre du résultat 1 au vu de l'impact spécifique de la transhumance auprès des femmes (incidents de protection, économiques...) Au cours de la mission conjointe de sensibilisation sur les infrastructures pastorales du 30 septembre au 10 octobre, les comités de paix de la Grande Sido, ont émis le vœu que le projet puisse les aider à avoir un local à Maro qui servira de cadre d'accueil de leurs réunions et autres manifestations en faveur la paix dans la Grande Sido. Ils ont aussi demandé à ce qu'un cadre pareil soit aussi érigé à Sido, ville frontalière avec la RCA. Un besoin en formation en techniques de médiation communautaire a aussi été soulevé par le comité de Sido, cette demande a été fortement appuyée par le Sous-préfet de Sido et le chef de canton de Maro.  |

**Partie IV : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de donnée** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1**Les stratégies de réponse et de résilience sont renforcées et facilitées par des données fiables de la cartographie de la mobilité pastorale | Indicateur 1.1% d’augmentation de la confiance des communautés en la performance des institutions et mécanismes de gestion des conflits liés à la transhumance. | **N/A** | **80%** | Il existe environ un taux de 50% de confiance entre les communauté à Ndélé | **50%** |  |
| Indicateur 1.2% de baisse d’incidents de viols et de violences sexuelles relatives aux problématiques de transhumance transfrontalière | **N/A** | **20%** | Accord pour démarrer une entreprise avec un représentant d'un autre groupe (64% très d’accord ou assez d’accord) Ou laisser leur fille épouser un représentant d'un autre groupe (63% très d’accord ou assez d’accord) | ≥2**0%** |  |
| Indicateur 1.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 1.1La mobilité pastorale est décrite à travers les collectes de données bimestrielles | Indicateur 1.1.1Nombre de cartographies développées et de rapports partagés avec les parties prenantes à la Transhumance | **0** | 3 cartographies et de 3 rapports |  |  |  |
| Indicateur 1.1.2% de baisse de déplacement interne causé par les conflits et la violence des mouvements de transhumance. | **N/A** | **20%** |  |  |  |
| Produit 1.2Les mouvements transfrontaliers de populations mobiles et transhumantes sont désormais sûrs et facilités par les éléments locaux impliqués dans la chaine de sécurité | Indicateur 1.2.1Augmentation de la sureté des mouvements transfrontaliers de populations mobiles et transhumantes | **N/A** | **25%** |  |  |  |
| Indicateur 1.2.2Nombre d’agent spécialisés de chaque pays, formes sur la gestion intégrée des frontières incluant les flux migratoires et transhumants. | **0** | 200 agents dont 30 hommes, 70 femmes, 50 jeunes garçons, 50 jeunes filles |  |  |  |
| Produit 1.3 | Indicateur 1.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 1.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 1.4 | Indicateur 1.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 1.4.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 2**Les communautés et les acteurs clefs contribuent activement à la prévention et la gestion des conflits liés à la transhumance et les comités de dialogue sont renforcés dans les zones transfrontalières | Indicateur 2.1% accru de résolution de conflits à travers les comités de dialogue | **0** | ≥ 50% 3000 bénéficiaires dont :Hommes : 450 (15%) Femmes : 1050 (35%)Garçons : 750 (25%)Filles : 750 5 (25%) |  |  |  |
| Indicateur 2.2Retour accru des populations (agriculteurs/éleveurs) dans les zones d’intervention | **0** | ≥ 25% |  |  |  |
| Indicateur 2.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 2.1Les mécanismes de dialogue communautaire et de la consolidation de la paix sont facilités et renforcés dans les zones transfrontalières | Indicateur 2.1.1Amélioration de la perception de la sécurité personnelle des populations dans les régions ciblées et dans les zones transfrontalières | Faible perception | ≥50% |  |  |  |
| Indicateur 2.1.2% des membres des comités de dialogue indiquant une meilleure capacité à résoudre les conflits à base communautaire | Faible capacité | **70%** |  |  |  |
| Produit 2.2Le dialogue intercommunautaire entre agriculteur et éleveurs et entre éleveurs des deux pays est renforcé à travers des initiatives conjointes d’appui au bétail | Indicateur 2.2.1Taux d’adhésion des populations aux activités des comités de dialogue | <10% | ≥ 80% |  |  |  |
| Indicateur 2.2.2Participation accrue des 2 communautés aux initiatives conjointes (agriculteurs/éleveurs) | <2% | 60% |  |  |  |
| Produit 2.3 | Indicateur 2.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 2.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 2.4 | Indicateur 2.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 2.4.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 3**La gestion des frontières est améliorée et le dialogue autour des réunions de transhumance transfrontalière entre les deux pays appuyé | Indicateur 3.1Existence d’un cadre de dialogue sur la transhumance entre la RCA et le Tchad | Aucun contact | Un cadre de dialogue sur la transhumance est effectif | Cadre de dialogue est mis en place. Deux réunions tenues : 04-06 décembre 2019 à N’Djamena et 17-19 Mars 2020, à Maro, Tchad. | **100%** |  |
| Indicateur 3.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.1Renforcement des capacités du système de gestion de frontières à travers la formulation de SOPs et l’appui en équipement | Indicateur 3.1.1Des méthodes claires et efficaces sont adoptées par le système de gestion de frontières pour assurer la sécurité et une meilleure organisation des mouvements de transhumances transfrontaliers | **0** | Validation des SOPs par le système de gestion de frontière et publication des SOPs | SOP disponible | **100%** | **Pas encore validé** |
| Indicateur 3.1.2Les membres du système de gestions des frontières sont formés à l’utilisation du système MIDAS | **0** | 25 |  | **39** |  |
| Produit 3.2Les plates-formes de dialogue sur la transhumance transfrontalière et les mécanismes de coordination entre la République centrafricaine et le Tchad sont renforcées à travers une communication régulière | Indicateur 3.2.1Existence d’une stratégie de plaidoyer facilitant le contact entre le 2 pays sur la transhumance | **0** | 1 document | Document disponible | **100%** |  |
| Indicateur 3.2.2Nombre de réunions de transhumance transfrontalière organisées | **0** | ≥3 | **2** | **>50%** |  |
| Produit 3.3 | Indicateur 3.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.4 | Indicateur 3.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.4.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 4** | Indicateur 4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.1 | Indicateur 4.1.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.1.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.2 | Indicateur 4.2.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.2.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.3 | Indicateur 4.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.4 | Indicateur 4.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.4.2 |  |  |  |  |  |